



**Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
L'Education Nationale**

Montreuil,
Le 27 novembre 2017

Entre 2010 et 2016, le recours à la GIPA était d'autant plus important que les salaires des fonctionnaires étaient bloqués et les promotions quasi inexistantes.

**Assez de l'aumône !
Augmentation générale
des salaires !**



GIPA : les bonnes œuvres pour les pauvres !

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) a été renouvelée pour l'année 2017. Pour rappel, elle est censée permettre le maintien du pouvoir d'achat face à l'inflation et résulte d'une comparaison établie entre le taux d'inflation et l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) de l'agent sur une période de référence de quatre ans (cette année du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2016). Si le TIB effectivement perçu par l'agent au terme de la période a évolué moins vite que l'inflation, un montant indemnitaire brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat constatée lui est versé.

Mais la GIPA pour qui ? Pour quoi ?

Elle concerne tous les agents, A, B et C, qui peuvent en bénéficier, souvent suite à une absence de promotion.

Mais, les quelques tours de passe-passe de PPCR, par le transfert de prime en points d'indice en catégorie B, n'augmentant en rien le bas de la fiche de paye, et les quelques augmentations infimes du point d'indice pour tous vont soit exclure de fait beaucoup d'agents qui auraient pu être éligibles, soit amoindrir pour les autres le montant de cette indemnité.

Les agents sont donc perdants sur toute la ligne !

Pour FO, cette pseudo « garantie » a toujours été inacceptable. Elle permet uniquement aux collègues de gagner en indemnitaire ce que l'Etat leur refuse en augmentation de salaire toute l'année et ce, quasiment, depuis 2010 !

Si les revendications de FO étaient satisfaites :

Pas besoin de GIPA si le gouvernement décidait une augmentation immédiate des salaires à la hauteur des pertes subies depuis 2000.

Pas besoin de GIPA si nous avons une réelle augmentation du nombre de promotions et si celles-ci signifiaient une réelle augmentation de salaire !

Pas besoin de GIPA si le ministère décidait enfin un réel repyramidage. En 2016, 53% des agents administratifs sont C, 30% B et 17% A. Le SPASEEN-FO revendique un renversement total : **a minima** 30% de C, 40% de B et 30% de A, dans le cadre d'un vrai plan de requalification.

Enfin, PPCR, que FO n'a pas signé, n'a pas apporté de réponse aux revendications des personnels qui voient leur salaire stagner, voire régresser, et leur carrière inexistante.

C'est pourquoi FO réaffirme ses revendications :

- une revalorisation immédiate de 16 % de la valeur du point d'indice pour le rattrapage des pertes subies depuis 2000, pour tous, titulaires et contractuels,
- la réouverture immédiate des négociations salariales,
- l'abandon de PPCR,
- une refonte et une revalorisation de la grille indiciaire qui permette un déroulement de carrière attractif afin que promotion rime avec réelle augmentation de salaire.